



Bienvenue à la deuxième édition du Bulletin de la CDC !

Le Bulletin de la CDC est une plateforme de la Commission du droit du Canada (CDC) qui présente les nombreuses façons dont les individus et les organisations façonnent et contribuent à l'évolution du droit à travers le pays.

En partageant des mises à jour régulières sur le travail de la CDC et en mettant en lumière des initiatives, des projets et des réussites de différents acteurs impliqués dans le droit et la justice au Canada, le Bulletin offre un espace dans lequel les lecteurs peuvent découvrir les diverses formes et modes par lesquels les gens vivent le droit, poursuivent la justice et renouvellent l'espoir.

Dans chaque édition, les lecteurs trouveront des sections sur les nouvelles de la CDC, des informations de nos partenaires, des initiatives de droit autochtone et des événements à venir. Les bulletins serviront donc également comme référence en matière de réforme du droit et permettront d'établir un inventaire de publications, de ressources et d'activités.

La CDC invite les personnes intéressées à soumettre des articles pour les prochaines éditions du Bulletin par courriel (voir plus d'informations dans la section « Nouvelles des partenaires de la CDC »).



Table de matières



Nouvelles de la CDC	3
Nouveaux membres de l'équipe de la CDC	3
Rapport annuel 2024-2025	3
Présentations et engagements	4
Médailles du couronnement du Roi Charles III	5
Ce que nous avons entendu	6
Lettres de la présidente de la CDC	6
La CDC à Yellowknife	7
La charité en bref	8
Chercheuse émergente pour l'été 2025 – Natasha Jaczek	9
Rapports au-delà de demain	10
Nouveaux membres du Conseil consultatif	11
Nouvelles des partenaires de la CDC	12
Alberta Law Reform Institute (ALRI)	12
British Columbia Law Institute (BCLI)	13
La Commission du droit de l'Ontario (CDO)	13
Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ)	14
Lumière sur le droit autochtone	15
Tribunal du mieux-être	15
Les Dene Wellness Warriors	16
Événements à venir	18



Nouveaux membres de l'équipe de la CDC

En mai, la CDC a accueilli Robert Sampson à titre de nouveau Directeur général et chef de la direction délégué. Robert se joint à la Commission avec un intérêt profond pour les structures juridiques, l'accès à la justice et l'expérience des Canadiens avec le droit dans leur vie quotidienne. Il apporte à la CDC une vaste expérience en droit et en service public, ayant précédemment travaillé pendant plus de dix ans à Élections Canada.



Robert Sampson, directeur général de la CDC

La CDC est également chanceuse de pouvoir compter sur le soutien, l'énergie et les idées d'un groupe de quatre étudiants dynamiques : Maxwell Brodie, Diana Ebadi, Adhithya Krishnan et Charlotte Ruffo. Ils s'appuient notamment sur les importantes contributions de Nicholas (Nico) Waltenbury, stagiaire en recherche qui s'est joint à la CDC au printemps.



Étudiants d'été 2025

Nouvelles de la CDC

Rapport annuel 2024-2025

Le rapport annuel de la CDC, couvrant la période du 1 avril 2024 au 31 mars 2025, a été déposé au Parlement vendredi le 13 juin.

Le rapport présente les activités marquantes de la Commission au cours de l'année et donne une mise à jour sur les divers projets de recherche et initiatives d'engagements menés par la CDC au cours de notre première année complète de fonctionnement.

Le Rapport annuel est disponible [ici](#).



Présentations et engagements



La présidente Van Praagh modère un panel lors du symposium de la CSC

En avril, la présidente Van Praagh a modéré un panel sur le pluralisme juridique avec l'honorable Audrey Bector de la Cour supérieure du Québec et le professeur Lionel Smith de l'Université d'Oxford, dans le cadre du symposium marquant le 150^e anniversaire de la Cour suprême du Canada. Par ailleurs, Sarah Elgazzar, commissaire de la CDC, s'est adressée aux élèves lors d'une conférence simulation des Nations Unies organisée dans le sud-ouest de l'Ontario par le Conseil scolaire catholique du district de London, où elle a parlé du travail de la CDC et sa vision de sa place dans le paysage juridique et le droit canadien.



La commissaire Elgazzar s'adresse aux participants de la conférence simulation des N.U.

En mai, la présidente Van Praagh a donné une présentation dans le cadre de la rencontre annuelle de la Fédération des agences de réforme du droit du Canada (FOLRAC) à l'Université de la Colombie-Britannique, intitulée « Le pluralisme juridique comme cadre pour la réforme du droit (ou des conversations imaginées avec Rod Macdonald) »



La présidente Van Praagh présente aux membres de FOLRAC

En juin, la présidente Van Praagh, accompagné des étudiants Maxwell Brodie et Charlotte Ruffo, a animé un atelier intitulé « Réimaginer les liens entre la réforme du droit et l'éducation juridique » dans le cadre de la Deuxième école internationale d'innovation juridique : La pédagogie et l'enseignement du droit à la Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa.



Médailles du couronnement du roi Charles III

En mai, la CDC a eu l'honneur de décerner la médaille du couronnement du roi Charles III à ses deux lauréats.

En présence virtuelle des commissaires et de l'équipe de la CDC, la présidente Van Praagh a présenté une première médaille à l'honorable Nathalie Des Rosiers le 8 mai, en reconnaissance de son leadership de longue date et significatif dans le service public, ainsi que de ses riches contributions à l'académie, au droit et à la justice au Canada.

Avant sa nomination à la Cour supérieure de justice de l'Ontario, la juge Des Rosiers a servi en tant que doyenne à la section de common law et de droit civil à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, d'avocate générale de l'Association canadienne des libertés civiles, Députée provinciale, et présidente de la CDC de 2000 à 2004.



L'honorable Nathalie Des Rosiers reçoit la Médaille du couronnement du roi



La Dre. Val Napoleon reçoit la Médaille du couronnement du roi Charles III

Lors de la rencontre annuelle de FOLRAC à l'Université de la Colombie-Britannique, la présidente Van Praagh a présenté une deuxième médaille à la Dre. Val Napoleon le 28 mai, en reconnaissance de sa contribution à l'enseignement du droit et à la revitalisation des lois autochtones, ainsi que de son leadership dans l'intégration des enseignements autochtones dans l'évolution du droit dans ce pays.

La Dre. Napoléon détient la Law Foundation Chair in Indigenous Justice and Governance à la Faculté de droit de l'Université de Victoria, et elle est la directrice et co-fondatrice de la Indigenous Law Research Unit.





Ce que nous avons entendu

Deux fois par année, la CDC publie des rapports intitulés « Ce que nous avons entendu » qui présentent les préoccupations, les priorités et les possibilités qui sont ressortis de divers engagements, y compris des tables rondes, des discussions multilatérales, des réunions bilatérales, des conférences et des conversations informelles.

Le rapport **« Ce que nous avons entendu » pour la période de janvier à juin 2025 est disponible [ici](#)** et souligne les défis, les complexités, les considérations et les possibilités créatives qui ont été partagés par les partenaires de la CDC au cours de cette période.

Les rapports précédents sont disponibles sur le site web de la CDC :

- [Ce que nous avons entendu – juin à décembre 2023](#)
- [Ce que nous avons entendu – janvier à mai 2024](#)
- [Ce que nous avons entendu – juin à décembre 2024](#)

Lettres de la présidente de la CDC

avril 2025

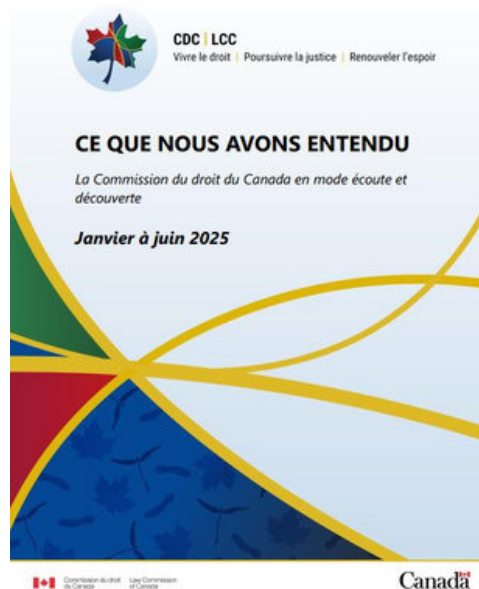
- sur l'importance de l'attention, de l'engagement et de la confiance dans toutes les relations, y compris celles forgées et soutenues par le droit

mai et juin 2025

- sur le deuxième anniversaire de la Commission du droit, le renouveau de l'espoir et les générations futures

Collection des lettres de la présidente de la CDC

- [Lettres de la première année – juin 2023 à mai 2024](#)
- [Lettres de la deuxième année – juin 2024 à mai 2025](#)





*Rencontre avec l'équipe des tribunaux spécialisés
du gouvernement des T.N.O.*

La CDC à Yellowknife

Au début du mois de juin, la CDC s'est rendue à Yellowknife pour une série d'engagements inspirantes et instructives, notamment un Dialogue d'écoute et découverte, un cercle de réflexion sur le droit carcéral, un cercle de discussion sur la charité, ainsi qu'une série de rencontres bilatérales au cours desquelles nous avons pris connaissance des défis et des opportunités qui existent dans le Nord.

Nous remercions l'équipe des tribunaux spécialisés et l'équipe des programmes communautaires du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, le comité de justice de la Société John Howard des T.N.O., Native Women's Association of the NWT, North Slave Correctional Complex, Arctic Indigenous Wellness Foundation, NWT Literacy Council, Yellowknife Women's Society, à l'équipe de coordination des témoins de la Couronne et à l'équipe des avocats de la Couronne du SPPC, aux Dene Wellness Warriors et au Barreau des T.N.O. entre autres, pour ces échanges enrichissants.

Consultez la section « **Lumière sur le droit autochtone** » à la page 15 du Bulletin pour en savoir plus sur le travail impressionnant accompli par l'équipe des tribunaux spécialisés et les Dene Wellness Warriors.





La charité en bref



Dans le cadre du projet Charité et droit au Canada, la CDC organise une série de cercles de discussion avec des représentants d'organismes de bienfaisance à travers le Canada. À la suite de chaque cercle de discussion, un document intitulé « **La charité en bref** » est rédigé avec les participants pour présenter les réflexions, les questions et les défis soulevés au cours de l'échange.

La charité en bref des cercles de discussion de Niagara, Ottawa et Yellowknife sont disponibles sur notre site web :

- [Cercle de discussion de Niagara](#)
- [Cercle de discussion d'Ottawa](#)
- [Cercle de discussion de Yellowknife](#)



Aidan Johnson, commissaire de la CDC, préside un cercle de discussion sur la charité avec des participants de Birchway Niagara, Future Black Female, Positive Living Niagara, OUTniagara, Fort Erie Native Friendship Centre et Southridge Community Church - Welland, ON



Chercheuse émergente de la CDC pour l'été 2025 – Natasha Jaczek

La Chercheuse émergente Natasha Jaczek présente ses travaux au personnel de la CDC et aux étudiants d'été

Le programme des chercheurs émergents de la CDC a été créé pour reconnaître l'importance de la prochaine génération de juristes et de réformateurs du droit en offrant à des doctorants exceptionnels la possibilité de mettre leur recherche au service des intérêts du public. Le programme offre un soutien pendant quatre mois pour aider les jeunes chercheurs à concevoir et à mettre en œuvre une initiative d'engagement public fondée sur leurs travaux.

Natasha Jaczek, doctorante à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, a été sélectionnée comme chercheuse émergente de la CDC pour l'été 2025. Les recherches de Natasha portent sur ce que les jeunes savent du droit et leur niveau de confiance lorsqu'ils font face à des enjeux juridiques dans leur propre vie. Dans le cadre de son initiative d'engagement, Natasha travaillera avec un artiste, des jeunes et des juristes basés à Toronto afin de créer une peinture murale publique sur le thème du droit.

Natasha a présenté son travail à l'équipe de la CDC en juin. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

La CDC est également heureuse d'annoncer que Michael Law-Smith, notre chercheur émergent pour l'hiver 2025, a été nommé professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa à compter du 1^{er} juillet 2025.



Rapports au-delà de demain



CDC | LCC

Vivre le droit | Poursuivre la justice | Renouveler l'espoir

Commission du droit du Canada

Nouvel appel à propositions

Rapports Au-delà de demain

Le droit pour les prochaines générations du Canada

Juin 2025

Cet hiver, la CDC a lancé les **Rapports Au-delà de demain**, une série consacrée à l'identification et à la résolution des défis et des enjeux juridiques pour les prochaines générations du Canada. Les auteurs sélectionnés contribueront à imaginer, faciliter et guider la mise en œuvre de réformes ayant un impact durable. Chaque rapport s'appuiera sur des recherches critiques et documentées afin de définir des voies et des possibilités constructives pour le droit dans le futur. La production des rapports s'accompagnera d'une collaboration avec des acteurs communautaires.

France Houle, professeure de droit à l'Université de Montréal, a été choisie en mars dernier pour rédiger le premier rapport « Au-delà de demain ». La prof. Houle traitera du droit de l'immigration et de la gouvernance, en s'inspirant des enseignements tirés du modèle et de l'expérience contemporains du Québec et du Canada.

En juin, La CDC a sélectionné les auteurs de ses deux prochains rapports « Au-delà de demain » :

- Emmanuelle Bernheim, professeure associée au Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal, et Jean-Laurent Domingue, professeur agrégé à l'École des sciences infirmières de l'Université d'Ottawa, rédigeront une analyse juridique et politique du traitement obligatoire de la santé mentale et de la toxicomanie au Canada.
- Stephanie Ben-Ishai, professeure titulaire à Osgoode Hall Law School, rédigera un rapport sur le droit de l'insolvabilité, réimaginant la gouvernance de la restructuration des entreprises au Canada afin qu'elle soit inclusive, responsable et prête pour l'avenir.

Les propositions pour les Rapports « Au-delà de demain » sont acceptées de façon continue. La date d'échéance pour soumettre une proposition pour évaluation dans le prochain cycle est le 29 août 2025.

L'appel à contributions est disponible [ici](#).



Conformément à la *Loi sur la Commission du droit du Canada*, le Conseil consultatif de la CDC fournit des conseils à la Commission sur ses orientations stratégiques, son programme d'études à long terme et l'examen de son rendement. Le 1^{er} juin, la CDC a accueilli quatre nouveaux membres au sein de son Conseil consultatif :

David Asper est avocat, homme d'affaires et philanthrope qui s'est impliqué dans le service communautaire dans sa ville natale de Winnipeg. Il a été professeur et doyen par intérim à la faculté de droit de l'Université du Manitoba, cadre supérieur chez Canwest, entrepreneur et investisseur dans le domaine des soins de santé et des technologies, et président de la Commission de police du Manitoba.

W. Brent Cotter, K.C., est un ancien membre du Sénat, où il représentait la Saskatchewan. Il est professeur émérite et ancien doyen de la faculté de droit de l'Université de Saskatchewan, où il a développé une expertise dans l'éthique juridique. Il a occupé les fonctions de sous-ministre de la Justice et de sous-ministre des Affaires intergouvernementales et autochtones du gouvernement de la Saskatchewan.

Shirley Cuillierrier est membre de la Nation Mohawk de Kahnésatake et a fait sa carrière au sein de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), où elle a gravi les échelons jusqu'au grade de commissaire adjointe. Elle a occupé le poste de conseillère principale en matière de réconciliation à la GRC afin de mettre en œuvre les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation et de diriger la réponse de la GRC à l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Nouveaux membres du Conseil consultatif de la CDC

Derek Green est ancien juge en chef de la Cour d'appel de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador, division de première instance. Il a commencé sa carrière juridique en pratique privée et a été président de la Commission de réforme du droit de Terre-Neuve-et-Labrador, ainsi que membre du Conseil de l'Ordre des avocats et trésorier de l'Ordre des avocats de la province.



David Asper



W. Brent Cotter, K.C.



Shirley Cuillierrier



Derek Green



Nouvelles des partenaires de la CDC

Cette section du Bulletin cherche à présenter des efforts créatifs et divers de la part d'individus et d'organismes qui travaillent à façonner le droit et la justice au sein de l'académie, de la communauté juridique, du réseau d'agences indépendantes de réforme du droit, d'organismes à but non lucratif ou communautaire, parmi bien d'autres. Ces efforts peuvent s'agir de publications récentes, d'articles, de projets, de conférences, d'ateliers, d'événements ou d'autres formes d'engagements publics.

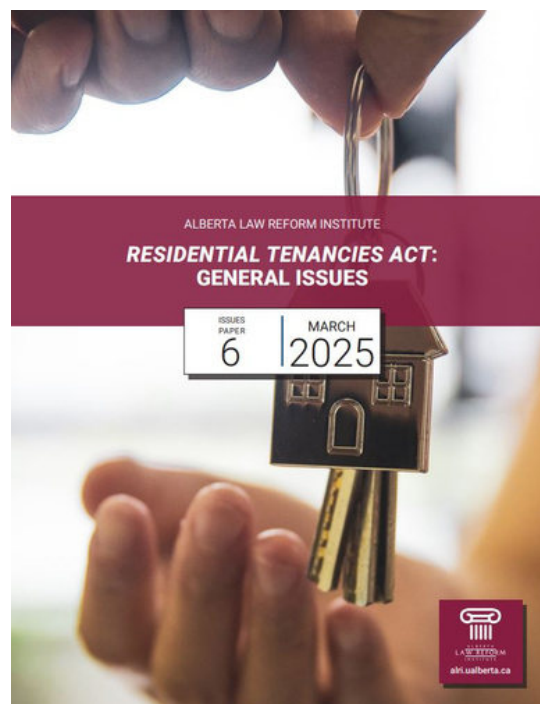
Pour proposer un item qui pourrait figurer dans un prochain Bulletin, envoyez un courriel à comms@lcc-cdc.gc.ca. Les propositions doivent inclure une courte description de l'item en 175 mots ou moins, des liens vers des pages contenant des informations supplémentaires sur l'item (site web et/ou médias sociaux) et une photo (le cas échéant)

Alberta Law Reform Institute (ALRI)

Residential Tenancies Act: General Issues

ALRI a publié son document de réflexion intitulé Residential Tenancies Act: General Issues. Il s'agit du premier d'une série de rapports résumant les questions juridiques qui affectent les locataires et les propriétaires dans leur vie quotidienne. Cette publication servira à orienter les travaux futurs de l'Institut sur la loi et à informer les autres organismes susceptibles de traiter des questions juridiques qui ne relèvent pas de ce projet. Le document présente les défis courants liés au logement au Canada et les réformes qui pourraient être apportées à la Residential Tenancies Act, à la législation connexe et aux mécanismes d'application afin d'assurer de meilleurs résultats pour toutes les parties concernées.

[Lisez le document ici](#) (en anglais).





British Columbia Law Institute (BCLI)

Rapport de la BCLI sur la rénovation des audiences publiques

Les audiences publiques offrent aux citoyens un forum pour exprimer leur point de vue sur les changements proposés à l'utilisation des terres locales en Colombie-Britannique. Les audiences publiques font partie du cadre juridique des administrations locales depuis environ 100 ans et aident les autorités publiques à réglementer l'utilisation des terres. BCLI a publié un rapport sur la réforme du cadre juridique régissant les audiences publiques, accompagné d'une série de recommandations visant à améliorer cet élément important de la démocratie.

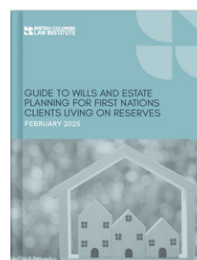
[Lisez le rapport ici](#) (en anglais).



Guide de la BCLI sur les testaments et les successions pour les Premières Nations résident sur des réserves

Planifier sa succession et la rédaction de testaments pour les Premières Nations résident sur des réserves soulèvent des questions juridiques et pratiques particulières. Les praticiens doivent en être conscients lorsqu'ils fournissent des services juridiques. BCLI a créé un guide sur les testaments et les successions pour les Premières Nations résident sur des réserves à l'intention des professionnels du droit de la Colombie-Britannique qui conseillent des clients des Premières Nations, mais qui ne sont pas nécessairement spécialisés en droit autochtone ou en matière successorale.

[Pour en savoir plus sur le guide, cliquez ici.](#)



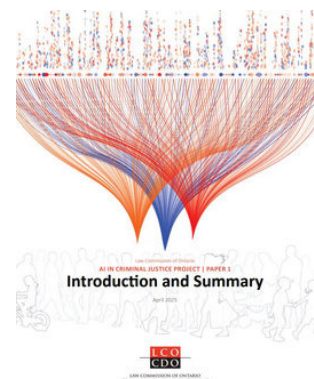
Nouvelles des partenaires de la CDC

La Commission du droit de l'Ontario (CDO)

Documents de réflexion sur l'IA dans le domaine de la justice pénale

La CDO a publié une série de documents sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans le système de justice pénale. Le projet comprend une introduction et quatre documents de réflexion, qui examinent chacun l'utilisation de l'IA dans une phase distincte du processus de justice pénale (en anglais seulement).

- [Introduction & Summary](#)
- [Law Enforcement Use of AI](#)
- [AI and the Assessment of Risk in Bail, Sentencing, and Recidivism](#)
- [AI at Trial and on Appeal](#)
- [AI and Systemic Oversight Mechanisms](#)





Nouvelles des partenaires de la CDC

Avec le soutien de la CDC, un premier atelier s'est tenu le 13 mars 2025 à l'École de technologie supérieure de Montréal et a été consacré à l'identification des besoins des acteurs judiciaires et de la communauté juridique.

[Un rapport synthèse est disponible ici](#). Un deuxième atelier aura lieu à l'automne 2025.

Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ)

Statistique judiciaire et juridique

L'IQRDJ organise une série d'ateliers consacrés aux statistiques judiciaires et juridiques au Québec. Ces ateliers réunissent les principaux intervenants et acteurs du secteur de la justice, notamment des représentants de la gouvernance judiciaire (ministères, cours et tribunaux, organismes publics et parapublics), des membres de la communauté scientifique et de la recherche, ainsi que des homologues de juridictions similaires. Les principaux objectifs sont les suivants :

- Faciliter le dialogue entre les organisations québécoises, les intervenants, et les acteurs du secteur de la justice sur les conditions nécessaires à l'élaboration de statistiques judiciaires et juridiques au Québec.
- Identifier les besoins et explorer des solutions pour s'adresser le manque de données judiciaires et juridiques fiables.
- Envisager la création d'un laboratoire dédié aux statistiques judiciaires et juridiques.





*Le Tribunal du mieux-être, Yellowknife
juin 2025*

Lumière sur le droit autochtone

Tribunal du mieux-être

Le 5 juin, la CDC a assisté à une audience au tribunal du mieux-être de Yellowknife, l'une des composantes du tribunal territorial des T.N.-O. avec lequel l'équipe des tribunaux spécialisés travaille. Le tribunal du mieux-être est une alternative au système de justice traditionnel, supervisée par un juge, qui vise à fournir un soutien aux accusés souffrant de problèmes de santé mentale ou de toxicomanie. Si une personne est jugée admissible, et qu'elle accepte de plaider coupable à l'une des infractions dont elle est accusée, elle peut choisir de participer au programme du tribunal du mieux-être, où elle recevra les outils, conseils et soins nécessaires à son rétablissement et à sa réadaptation à long terme. Pendant la durée du programme, les accusations portées contre les participants sont suspendues. Le tribunal du mieux-être tient ensuite compte de leur participation au programme au moment de la détermination de la peine.

Au cours d'une visite inspirante à Yellowknife en début juin, la CDC a pu rencontrer plusieurs acteurs qui travaillent avec détermination, ingéniosité et créativité pour faire avancer la réconciliation dans les Territoires du Nord-Ouest (T.N.O.). Dans cette édition du Bulletin, nous sommes ravis de souligner les efforts de deux groupes qui travaillent de manière distincte mais interconnectée pour faire une place aux connaissances, pratiques et traditions autochtones au sein du système de justice au Canada: les tribunaux spécialisés du territoire et les Dene Wellness Warriors.



Les Dene Wellness Warriors

Roy et Jean Erasmus sont un couple qui ont formé les Dene Wellness Warriors après avoir constaté que Jean était la seule conseillère autochtone certifiée dans les T.N.O. Avocat de formation, Roy s'est tourné vers le conseil plus tard dans sa vie, après avoir été député provincial, chef de la Yellowknives Dene First Nation et sous-ministre au sein du gouvernement territorial.

Les Dene Wellness Warriors offrent des services de conseil et de bien-être aux clients autochtones des T.N.O. Ils forment également les futurs conseillers autochtones en leur proposant un enseignement adapté à leur culture, qui s'inspire à la fois des approches occidentales et traditionnelles, afin d'aider les Autochtones du Nord à surmonter les traumatismes intergénérationnels. La nécessité de traiter ces traumatismes est particulièrement prononcée dans les T.N.O, étant donné que ce territoire compte la plus forte proportion d'individus ayant fréquenté les pensionnats autochtones.

Ils gèrent actuellement un programme de diplôme en counseling autochtone du Nord, qui a déjà formé deux cohortes d'étudiants, et ils cherchent à mettre en place un programme de maîtrise, ainsi qu'à construire un centre de guérison des traumatismes.

Pour en savoir plus : **[Dene Wellness Warriors](#)**



*Rencontre avec Roy et
Jean Erasmus des
Dene Wellness
Warriors*

Bien qu'il ne soit pas spécialement conçu pour les peuples autochtones, le tribunal du mieux-être est fortement influencé par les valeurs, les relations et les communautés autochtones en raison de la démographie des T.N.O. Le processus est ancré dans les principes de la justice réparatrice, mettant l'accent sur la guérison et la réconciliation. Dans la mesure du possible et lorsque cela est approprié, le soutien offert aux participants est adapté à leur culture et fondé sur les traditions communautaires.

Plutôt que d'adopter une approche conflictuelle, tous les acteurs du secteur judiciaire, soit les juges, les procureurs, les avocats de la défense et le personnel administratif, travaillent ensemble pour soutenir les participants. Sur la base de données montrant que les interactions judiciaires de plus de trois minutes sont un facteur essentiel dans la réduction de la récidive, le tribunal du mieux-être a établi une pratique de poser une question de la semaine à tous les participants qui comparaissent devant lui. Lors de la visite de la CDC, le juge a discuté avec les participants de ce qu'ils attendaient le plus pendant l'été. Parmi les réponses, on pouvait entendre passer du temps sur le territoire, cueillir des baies en famille et pêcher.

L'équipe des tribunaux spécialisés offre également des incitations à la fin de récompenser les comportements positifs continus, tel qu'une offrande de la laine et des aiguilles à tricoter pour encourager le passe-temps naissant d'une participante, comme l'a observé la CDC.

Vous pouvez en savoir plus sur **[le tribunal du mieux-être de Yellowknife ici](#)**.



Vocations croisées

Bien qu'ils ne soient pas officiellement liés, le travail de l'équipe des tribunaux spécialisés du tribunal du mieux-être de Yellowknife et celui des Dene Wellness Warriors convergent vers une mission commune qui consiste à soutenir les individus de manière holistique et ancrée dans leur culture. Alors que le tribunal du mieux-être gagne en popularité et qu'un nombre croissant de participants sollicitent un soutien en santé mentale dans le cadre du programme, les Dene Wellness Warriors rendent possible l'accès à des soins appropriés et dispensés par des personnes qui comprennent bien les facteurs culturels et sociaux qui entrent en jeu dans le rétablissement. Les deux acteurs soulignent que le droit et la justice n'existent pas dans le vide, mais qu'ils font partie d'un écosystème où les droits et les responsabilités croisent les relations et les communautés. Ensemble, ils construisent un pont entre la justice et la guérison qui honore la culture et transforme des vies.



Événements à venir

août

- 27-28 août – « La parole aux Premiers Peuples : ensemble pour une autochtonisation du droit et la décolonisation des pratiques dans les Facultés de droit » – organisé par Kathy Bellefleur, professeure à l'Université Laval, à l'Hôtel-Musée des premières nations à Wendake, QC.

septembre

- 19 septembre – “The Future of Justice: Democratizing Legal AI” – organisé par Amy Salyzyn de l'Université d'Ottawa et Samuel Dohan de Queen's à l'Université McGill - Montréal, QC.
- 27-28 septembre – « Cinq ans après Joyce : Quelle réconciliation avec les institutions publiques » - organisé par Karine Millaire de l'Université de Montréal et Jennifer Petiquay du Bureau du Principe de Joyce (Conseil des Atikamekw de Manawan) à l'hôtel Delta de Trois-Rivières – Trois-Rivières, QC.
- Fin septembre – engagements de la CDC à l'Île du Prince Édouard.

octobre

- 2-3 octobre – “International Law and the Challenges and Possibilities for Interstate Peace in the Twenty-First Century” – organisé par Ryan Liss de l'Université Western à la Faculté de droit de Western – London, ON.
- 2-3 octobre – “Mental Health Law: Emerging Controversies and Cross-Sector Perspectives” – organisé par le Centre de droit, politique et éthique de la santé à l'Université d'Ottawa – Ottawa, ON.
- Mi-octobre – engagements de la CDC à Calgary et au Yukon.
- 15 octobre – « 2^e journée de réflexion sur la statistique juridique et judiciaire » - organized by the Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ) – lieu à déterminer.

- 22-23 octobre – « Séminaire international d'experts dans le cadre du 20^{ème} anniversaire de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles » - organisé par le Centre de recherche en droit public (CRDP), la Coalition pour la diversité des expressions des culturelles (CDEC) et les Amis des médias canadiens au Monastère des Augustines – Québec, QC.
- 24 octobre – “Multidimensional Equality: The Coming Into Force of Section 15” – organisé par Kerri Froc de la College of Law de l'Université de la Saskatchewan – Saskatoon, SK.
- 30-31 octobre – « Les relations transatlantiques face à la nouvelle politique étrangère américaine : enjeux juridiques et géostratégiques d'un changement de paradigme dans les relations internationales » - organisé par la Chaire Jean Monnet en intégration européenne de l'Université Laval et le Cercle Europe à Université Laval – Québec, QC.

novembre

- 13-14 novembre – “Corporate Accountability in Canada: At the Crossroads of Scholarship, Legislation, Litigation, Policy-making and Community Resistance” – organisé par Akinwumi Ogunranti de l'Université du Manitoba et Penelope Simmons de l'Université d'Ottawa à l'Université du Manitoba et au Musée canadien des droits de la personne – Winnipeg, MB.
- Mi-novembre – engagements de la CDC à Toronto et à Windsor.
- Fin novembre – “Family Dispute Resolution Week of Newfoundland & Labrador” – organisé par la Family Dispute Resolution Institute Atlantic à un endroit à déterminer – St-Jean-de-Terre-Neuve.